

rains, jusqu'à ce que le tube soit arrivé au fond. Lorsque la profondeur dépasse 25 mètres, la pression de l'air est telle que les ouvriers ne peuvent plus y résister.

Pour établir une *fondation* dans les terrains compressibles et affaiblissables, qui présentent incontestablement le plus de difficultés, on a recours, suivant les circonstances, aux méthodes générales suivantes : les pilotis après compression du sol, les racineaux, les épaulements, le béton immergé, les caissons échouables et l'air comprimé. On parvient à donner aux terrains compressibles un certain degré de résistance au moyen de pieux en bois battus ; d'autres fois, on y enfonce de la distance en distance un pieu en bois que l'on retire pour remplir l'alvéole qu'il laisse avec du mortier ou du béton, que l'on pilonne fortement au fur et à mesure de la pose.

Lorsque l'ouvrage peut être établi en dehors du lit d'un cours d'eau, le procédé le plus simple consiste à remblayer d'abord à l'emplacement du futur ouvrage, comme s'il ne devait pas y en avoir, afin de comprimer le terrain ; puis à enlever le remblai supérieur, et à fonder ensuite sur des pieux battus jusqu'au rocher, à travers les terrains inférieurs comprimés.

Lorsque l'espace occupé par la *fondation* est très-grand, on peut après avoir consolidé le sol au moyen de pieux et de béton, y étendre une couche de sable parfaitement pilonnée et mouillée d'un lait de chaux très-épais. Ce massif, qu'une épaisseur de béton de 0 m,20 à 0 m,30 recouvre, est incompressible, et offre l'avantage de répartir uniformément la charge sur toute l'étendue de la *fondation*.

On établit encore des plates-formes en maîtres de chène sur des racineaux ou pieux de charpente méplatés, de 0 m,30 sur 0 m,12, que l'on place de niveau sur le sol compressible. L'intervalle compris entre chacune de ces dernières pieux est rempli avec du béton ou avec des moellonnailles posées à bain de mortier. La *fondation* s'établit sur cette plate-forme, qui a l'avantage de répartir la pression sur une grande surface.

Les *fondations* sur des sols argileux détrempés par les pluies offrent des difficultés quelquefois insurmontables. Il faut, pour des terrains de cette nature, avoir recours aux plates-formes d'une très-grande étendue, et à de larges empiètements pour répartir les pressions avec une uniformité. On est obligé de charger par des remblais provisoires les abords de la construction, afin d'éviter les boursolements et les soulèvements qui pourraient se produire.

Pour fonder sur des fonds mobiles soumis à l'action de grands courants, ou à de grandes profondeurs d'eau, on a recours aux enrochements, c'est-à-dire à un massif en pierres sèches, établi en jetant simplement, sans aucun appât, les pierres dans l'eau. Les dimensions de ces blocs varient avec la position qu'ils doivent occuper par rapport au fond du lit de *fondation* ; ainsi, la première couche est formée de blocs naturels du plus petit cube, soit 0 m,90 à 0 m,940 ; la seconde, de blocs de 0 m,040 à 0 m,055 ; la troisième, de blocs de 0 m,500 à 1 m,500, et l'on termine ordinairement par des blocs artificiels en maçonnerie de moellons, dont le volume varie de 5 à 15 mètres cubes.

Tous les systèmes que nous venons de passer en revue ne sont pas toujours applicables, tels qu'ils ont été décrits, les terrains ne rentrent pas toujours dans les mêmes classifications admises. Il arrive souvent que l'on est obligé de combiner entre eux les divers procédés, suivant la nature complexe des sols, de les modifier au besoin, en tenant compte de la qualité des matériaux, de la durée de la construction, de sa destination, et surtout de la dépense.

— Jurispr. *Lato sensu*, on désigne sous le nom de *fondation* toute donation, faite entre vifs ou par testament, dans l'intérêt d'un établissement ou d'un service public.

Ainsi que l'explique l'abbé André, les *fondations* se divisent en *fondations* ecclésiastiques, séculières ou mixtes.

Les *fondations* ecclésiastiques ont pour objet des messes, des prières, des services religieux, l'entretien des ministres de la religion, etc.

Les *fondations* séculières ne sont applicables à aucun objet religieux ; elles ont pour but l'établissement d'un hospice, d'une école, de prix académiques ou autres.

Enfin, les *fondations* mixtes sont applicables à la fois au spirituel et au temporel. D'après nos lois actuelles, tous les établissements d'utilité publique, les églises, les cures, les communautés religieuses, les écoles, les hospices, les académies, peuvent faire l'objet d'une *fondation*.

Des *fondations* aux *anciens droits français*. Les *fondations* religieuses étaient très-favorisées sous l'ancienne législation, et leur institution a été de tout temps reconnue par l'Eglise et réglementée par les conciles. Des que des maisons, des cures, des hospices, des écoles chrétiennes furent créées, ces établissements reçurent d'importantes donations, à la charge de remplir les conditions que les bienfaiteurs leur imposaient.

Les *fondations* consistaient soit dans une somme d'argent, soit dans un immeuble, soit dans des prestations ou corvées annuelles, qui étaient réputées imprescriptibles.

Aucune *fondation* ecclésiastique ne pouvait avoir lieu sans la permission du supérieur ecclésiastique ; elles devaient, en outre, être autorisées par des lettres patentes du roi, enregistrées au parlement, et l'on ne pouvait procéder à cet enregistrement qu'après une enquête de *commoda et incommoda*.

Les *fondations* séculières, telles que les hôpitaux, collèges et autres communautés, devaient également être approuvées par lettres patentes.

Lorsqu'une *fondation* était acceptée, et qu'elle était revêtue de toutes les formalités prescrites par les lois, elle devenait irrévocable.

Les *fondations*, tout facilement acceptées par les corporations, furent bientôt la source de nombreux abus, et l'on ne tarda pas à en reconnaître les inconvénients.

Ces abus donnèrent lieu à un édit célèbre du mois d'août 1749, que nous trouvons à la suite du *Recueil canonique* de Lacombe.

L'article 1^{er} de cet édit est conçu en ces termes : « Renouveler... les défenses portées par les ordonnances des rois nos prédécesseurs, voulons qu'il ne puisse être fait aucun nouvel établissement de chapitres, collèges, séminaires, maisons ou communautés religieuses, même sous prétexte d'hospices, congrégations, confréries, hôpitaux, écoles, corps ou communautés, soit ecclésiastiques, séculières ou régulières, soit laïques, de quelque qualité qu'elles soient ; ni pareillement aucune nouvelle érection de chapelles ou autres titres de bénéfices, dans l'étendue de notre royaume... » et si c'est en vertu de notre permission expresse, portée par nos lettres patentes, enregistrées en nos parlements ou conseils supérieurs, chacun dans son ressort.

L'édit exceptait les *fondations* ayant pour objet « la célébration de messes ou obits, la subsistance d'étudiants ou de pauvres ecclésiastiques ou séculiers, les mariages des pauvres filles, les écoles de charité, le soulagement de prisonniers ou incendiés, ou autres œuvres pieuses de même nature. » L'obtention de lettres patentes était nécessaire pour régulariser ensuite la donation.

Le concile de Trente et la jurisprudence des arrêts permettaient aux évêques de réduire les *fondations*, quand elles étaient trop multipliées et onéreuses pour les établissements religieux, ou lorsque les revenus de ces établissements étaient trop modiques pour satisfaire aux clauses de la *fondation*.

Mais ni les évêques ni le pape lui-même ne pouvaient changer les clauses des *fondations*. Elles faisaient, dit Van Espen, partie du droit public, dont l'application n'appartient qu'aux souverains et aux officiers depositaires de son autorité : *Cum de conservandis fundationibus agitur, hoc de re ad solos judices regios pro his tunc recurrit*.

Lorsque les *fondations* n'étaient point réduites ou modifiées par l'évêque diocésain, le ministre public et les juges n'ont pu intervenir, bien qu'elles fussent regardées comme œuvres pies, elles étaient cependant déclarées nulles, lorsqu'il était prouvé qu'elles avaient été suggérées aux fondateurs. A ce sujet, M. Denissart, procureur au Châtelet de Paris, cite un arrêt rendu le 15 décembre 1730, qui, dit-il, « l'a ainsi jugé en faveur de M. Perelle, conseiller au grand conseil, héritier du sieur Dassier, auquel son confesseur avait suggéré de fonder une messe, chaque jour de fête et dimanche de l'année, à la Tombe-Issoire, paroisse de Saint-Hippolyte, et pour laquelle *fondation* le sieur Dassier avait assigné 400 livres de rente au prêtre qui la desservirait. La suggestion paraissait par l'acte de *fondation* même ; la conduite du confesseur du sieur Dassier, nommé Le Gaignaux, était d'ailleurs suspecte, et d'un autre côté, la rétribution était exorbitante pour une *fondation* assez inutile. »

Les *fondations* firent l'objet, pendant la période révolutionnaire jusqu'à l'époque du concordat, de nombreuses dispositions législatives.

La loi du 12 juillet 1790 porta une première atteinte aux *fondations* par la constitution civile du clergé, en supprimant tous les bénéfices, dont les biens avaient déjà été mis, par la loi du 2 novembre 1789, à la disposition de la nation, et en comprenant dans cette suppression « tous titres et *fondations* de pleine collation laicale, excepté les chapelles actuellement desservies dans l'enceinte des maisons particulières, par un chapelain ou desservant, à la seule disposition du propriétaire. »

Le décret du 10 février 1791 prescrivait en ces termes la vente des immeubles réels qui étaient affectés à l'acquisition des *fondations* des services religieux :

« Art. 1^{er}. Les immeubles réels affectés à l'acquisition des *fondations* de messes et autres services établis dans les églises paroissiales et succursales seront vendus, dès à présent,

dans la même forme et aux mêmes conditions que les biens nationaux. »

Art. 2. Pour tenir lieu aux cures et aux autres églises auxiliaires, sans avoir été pourvus de leurs places à titre perpétuel de bénéfices, et qui administrèrent lesdits biens, de la jouissance qui leur en avait été laissée provisoirement pour l'acquisition desdites *fondations*, il leur sera payé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sur le Trésor public, par les receveurs de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente desdits biens.

Art. 3. Quant aux églises, ou lesdits biens étaient administrés par les fabriques, il sera provisoirement payé auxdites fabriques, sur le Trésor public, par le receveur du district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 4. Toutes ventes d'immeubles réels desdites *fondations*, faites jusqu'à présent dans les formes prescrites pour la vente des biens nationaux, sont validées par le présent décret, à charge de l'intérêt à 4 pour 100, payable sur le Trésor public, ainsi qu'il a été ci-dessus dit.

Toutefois, ce décret n'avait pour objet que les *fondations* qui devaient s'acquitter dans les églises paroissiales et succursales, sans s'occuper des *fondations* qui avaient été faites en faveur des communautés religieuses. La loi du 26 septembre 1791 visa ces dernières *fondations*. Il importe d'en reproduire les dispositions.

Art. 1^{er}. Les biens dépendants de *fondations* faites en faveur d'ordres, de corps et de corporations qui n'existent plus dans la constitution française, sont, par un abus coupable, et sans fondement, simple ou réel, l'objet d'une règle générale ; aussi l'administration se réserve-t-elle la faculté d'apprécier la question d'une manière spéciale sur les différents points qui pourraient faire naître quelque doute au sujet de la nature de la disposition.

Toutefois, une règle générale domine la matière, c'est celle-ci : l'administration doit veiller à ce que, par un abus coupable, les *fondations* n'aient pas pour résultat de priver une famille et les héritiers des biens qui leur reviennent légitimement. Un avis du conseil d'Etat, du 24 avril 1835, a su concilier à ce sujet toutes les convenances : « Lorsque l'état d'indigence des héritiers naturels d'un testateur, qui a fait un legs à un établissement ecclésiastique, à charge de services religieux, paraît devoir en motiver le rejet, comme l'intention bien formelle du testateur a été d'obtenir des prières pour le repos de son âme, il est convenable, tout en refusant l'acceptation pour l'intégralité du legs, de l'autoriser à le moins jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour l'acquisition des services religieux. »

Art. 2. Les biens dépendant desdites *fondations* seront, en conséquence, administrés et vendus comme les autres biens nationaux, nonobstant toute clause, même de réversion, qui serait portée aux actes de *fondation*.

Art. 3. L'Assemblée réserve à la législation d'établir les règles d'après lesquelles il sera statué sur les demandes particulières qui pourraient être formées en conséquence des clauses écrites dans les actes de *fondation*.

Art. 4. Néanmoins, les individus qui jouiraient de quelques parties desdites *fondations*, uniquement à titre de secours pour subvenir à leurs besoins, continueraient d'en jouir personnellement aux termes desdites *fondations*, si les *fondations* faibles dans les paroisses seront, au surplus, exécutées en conformité des précédents décrets.

La confiscation, au profit de l'Etat, des biens provenant des *fondations* ecclésiastiques, des communautés religieuses, fut étendue par le décret du 15 brumaire an II, aux *fondations* qui avaient maintenues les décrets de 1790 et de 1791.

Aux termes des articles 1, 2 et 3 du décret de l'an II, tout l'actif affecté, à quelque titre que ce fut, aux fabriques des églises cathédrales, paroissiales et succursales, ainsi qu'aux églises auxiliaires, devait être déclaré propriété nationale. Les meubles ou immeubles provenant de ces actes furent régis, administrés et vendus comme les autres domaines ou meubles nationaux. La règle du droit d'enregistrement poursuivait la rentrée de toutes les créances qui se trouvaient dans cet actif.

Mais le rétablissement officiel du culte catholique vint abroger les dispositions de la loi de l'an II. C'est ainsi qu'un décret du 22 fructidor an XII porte : « Les biens et revenus rendus aux fabriques par les décrets et XII, qu'ils soient ou non chargés de *fondations* pour messes, obits ou autres services religieux, seront administrés et perçus par les administrateurs desdites fabriques, nommés conformément à l'arrêté du 6 thermidor an XI. Ils payeront aux cures, desservants ou vicaires, selon le règlement du diocèse, les messes, obits ou autres services auxquels les dites *fondations* donnent lieu. »

A ce décret succédait, le 19 juin 1806, un autre décret d'après lequel les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance qui, en vertu de la loi du 4 ventôse an IX et des arrêtés relatifs, avaient été mis en possession de biens nationaux, chargés provisoirement de *fondations* pour quelques services religieux, devaient payer régulièrement la rétribution de ces services, conformément au décret du 22 fructidor an XIII, aux fabriques des églises auxiliaires, excepté les chapelles actuellement desservies dans l'enceinte des maisons particulières, par un chapelain ou desservant, à la seule disposition du propriétaire.

Le décret du 10 février 1791 prescrivait en ces termes la vente des immeubles réels qui étaient affectés à l'acquisition des *fondations* des services religieux :

« Art. 1^{er}. Les immeubles réels affectés à l'acquisition des *fondations* de messes et autres services établis dans les églises paroissiales et succursales seront vendus, dès à présent,

quant, lieu à acceptation de la part des fabriciens. S'agit-il d'une *fondation* véritable, c'est-à-dire permanente, et de services religieux qui ont un objet utile et répétés annuellement, le cas n'est pas douteux. Ainsi que le fait remarquer M. Vuillefroy, une *fondation* de cette nature n'est point une simple charge de la succession dont l'exécution doit être abandonnée à la conscience des héritiers ; mais elle constitue un legs au profit de la fabrique, legs qui ne peut être accepté qu'avec l'autorisation du gouvernement ; la doctrine contraire fournirait des moyens trop faciles d'éviter la nécessité de l'autorisation du gouvernement, puisqu'il suffirait au fondateur de charger tel ou tel individu d'exécuter des dispositions dont le but ne peut être atteint qu'avec cette autorisation. » — Mais si, au contraire, l'acte n'est que celui d'un legs, l'individu qui n'est que le receveur de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 2. Pour tenir lieu aux cures et aux autres églises auxiliaires, sans avoir été pourvus de leurs places à titre perpétuel de bénéfices, et qui administrèrent lesdits biens, de la jouissance qui leur en avait été laissée provisoirement pour l'acquisition desdites *fondations*, il leur sera payé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sur le Trésor public, par les receveurs de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 3. Quant aux églises, ou lesdits biens étaient administrés par les fabriques, il sera provisoirement payé auxdites fabriques, sur le Trésor public, par le receveur du district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 4. Toutes ventes d'immeubles réels desdites *fondations*, faites jusqu'à présent dans les formes prescrites pour la vente des biens nationaux, sont validées par le présent décret, à charge de l'intérêt à 4 pour 100, payable sur le Trésor public, ainsi qu'il a été ci-dessus dit.

Toutefois, ce décret n'avait pour objet que les *fondations* qui devaient s'acquitter dans les églises paroissiales et succursales, sans s'occuper des *fondations* qui avaient été faites en faveur des communautés religieuses. La loi du 26 septembre 1791 visa ces dernières *fondations*. Il importe d'en reproduire les dispositions.

Art. 1^{er}. Les biens dépendants de *fondations* faites en faveur d'ordres, de corps et de corporations qui n'existent plus dans la constitution française, sont, par un abus coupable, et sans fondement, simple ou réel, l'objet d'une règle générale ; aussi l'administration se réserve-t-elle la faculté d'apprécier la question d'une manière spéciale sur les différents points qui pourraient faire naître quelque doute au sujet de la nature de la disposition.

Toutefois, une règle générale domine la matière, c'est celle-ci : l'administration doit veiller à ce que, par un abus coupable, les *fondations* n'aient pas pour résultat de priver une famille et les héritiers des biens qui leur reviennent légitimement. Un avis du conseil d'Etat, du 24 avril 1835, a su concilier à ce sujet toutes les convenances : « Lorsque l'état d'indigence des héritiers naturels d'un testateur, qui a fait un legs à un établissement ecclésiastique, à charge de services religieux, paraît devoir en motiver le rejet, comme l'intention bien formelle du testateur a été d'obtenir des prières pour le repos de son âme, il est convenable, tout en refusant l'acceptation pour l'intégralité du legs, de l'autoriser à le moins jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour l'acquisition des services religieux. »

Art. 2. Les biens dépendant desdites *fondations* seront, en conséquence, administrés et vendus comme les autres biens nationaux, nonobstant toute clause, même de réversion, qui serait portée aux actes de *fondation*.

Art. 3. L'Assemblée réserve à la législation d'établir les règles d'après lesquelles il sera statué sur les demandes particulières qui pourraient être formées en conséquence des clauses écrites dans les actes de *fondation*.

Art. 4. Néanmoins, les individus qui jouiraient de quelques parties desdites *fondations*, uniquement à titre de secours pour subvenir à leurs besoins, continueraient d'en jouir personnellement aux termes desdites *fondations*, si les *fondations* faibles dans les paroisses seront, au surplus, exécutées en conformité des précédents décrets.

La confiscation, au profit de l'Etat, des biens provenant des *fondations* ecclésiastiques, des communautés religieuses, fut étendue par le décret du 15 brumaire an II, aux *fondations* qui avaient maintenues les décrets de 1790 et de 1791.

Aux termes des articles 1, 2 et 3 du décret de l'an II, tout l'actif affecté, à quelque titre que ce fut, aux fabriques des églises cathédrales, paroissiales et succursales, ainsi qu'aux églises auxiliaires, devait être déclaré propriété nationale. Les meubles ou immeubles provenant de ces actes furent régis, administrés et vendus comme les autres domaines ou meubles nationaux. La règle du droit d'enregistrement poursuivait la rentrée de toutes les créances qui se trouvaient dans cet actif.

Mais le rétablissement officiel du culte catholique vint abroger les dispositions de la loi de l'an II. C'est ainsi qu'un décret du 22 fructidor an XII porte : « Les biens et revenus rendus aux fabriques par les décrets et XII, qu'ils soient ou non chargés de *fondations* pour messes, obits ou autres services religieux, seront administrés et perçus par les administrateurs desdites fabriques, nommés conformément à l'arrêté du 6 thermidor an XI. Ils payeront aux cures, desservants ou vicaires, selon le règlement du diocèse, les messes, obits ou autres services auxquels les dites *fondations* donnent lieu. »

A ce décret succédait, le 19 juin 1806, un autre décret d'après lequel les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance qui, en vertu de la loi du 4 ventôse an IX et des arrêtés relatifs, avaient été mis en possession de biens nationaux, chargés provisoirement de *fondations* pour quelques services religieux, devaient payer régulièrement la rétribution de ces services, conformément au décret du 22 fructidor an XIII, aux fabriques des églises auxiliaires, excepté les chapelles actuellement desservies dans l'enceinte des maisons particulières, par un chapelain ou desservant, à la seule disposition du propriétaire.

Le décret du 10 février 1791 prescrivait en ces termes la vente des immeubles réels qui étaient affectés à l'acquisition des *fondations* des services religieux :

« Art. 1^{er}. Les immeubles réels affectés à l'acquisition des *fondations* de messes et autres services établis dans les églises paroissiales et succursales seront vendus, dès à présent,

quant, lieu à acceptation de la part des fabriciens. S'agit-il d'une *fondation* véritable, c'est-à-dire permanente, et de services religieux qui ont un objet utile et répétés annuellement, le cas n'est pas douteux. Ainsi que le fait remarquer M. Vuillefroy, une *fondation* de cette nature n'est point une simple charge de la succession dont l'exécution doit être abandonnée à la conscience des héritiers ; mais elle constitue un legs au profit de la fabrique, legs qui ne peut être accepté qu'avec l'autorisation du gouvernement ; la doctrine contraire fournirait des moyens trop faciles d'éviter la nécessité de l'autorisation du gouvernement, puisqu'il suffirait au fondateur de charger tel ou tel individu d'exécuter des dispositions dont le but ne peut être atteint qu'avec cette autorisation. » — Mais si, au contraire, l'acte n'est que celui d'un legs, l'individu qui n'est que le receveur de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 2. Pour tenir lieu aux cures et aux autres églises auxiliaires, sans avoir été pourvus de leurs places à titre perpétuel de bénéfices, et qui administrèrent lesdits biens, de la jouissance qui leur en avait été laissée provisoirement pour l'acquisition desdites *fondations*, il leur sera payé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sur le Trésor public, par les receveurs de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 3. Quant aux églises, ou lesdits biens étaient administrés par les fabriques, il sera provisoirement payé auxdites fabriques, sur le Trésor public, par le receveur du district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 4. Toutes ventes d'immeubles réels desdites *fondations*, faites jusqu'à présent dans les formes prescrites pour la vente des biens nationaux, sont validées par le présent décret, à charge de l'intérêt à 4 pour 100, payable sur le Trésor public, ainsi qu'il a été ci-dessus dit.

Toutefois, ce décret n'avait pour objet que les *fondations* qui devaient s'acquitter dans les églises paroissiales et succursales, sans s'occuper des *fondations* qui avaient été faites en faveur des communautés religieuses. La loi du 26 septembre 1791 visa ces dernières *fondations*. Il importe d'en reproduire les dispositions.

Art. 1^{er}. Les biens dépendants de *fondations* faites en faveur d'ordres, de corps et de corporations qui n'existent plus dans la constitution française, sont, par un abus coupable, et sans fondement, simple ou réel, l'objet d'une règle générale ; aussi l'administration se réserve-t-elle la faculté d'apprécier la question d'une manière spéciale sur les différents points qui pourraient faire naître quelque doute au sujet de la nature de la disposition.

Toutefois, une règle générale domine la matière, c'est celle-ci : l'administration doit veiller à ce que, par un abus coupable, les *fondations* n'aient pas pour résultat de priver une famille et les héritiers des biens qui leur reviennent légitimement. Un avis du conseil d'Etat, du 24 avril 1835, a su concilier à ce sujet toutes les convenances : « Lorsque l'état d'indigence des héritiers naturels d'un testateur, qui a fait un legs à un établissement ecclésiastique, à charge de services religieux, paraît devoir en motiver le rejet, comme l'intention bien formelle du testateur a été d'obtenir des prières pour le repos de son âme, il est convenable, tout en refusant l'acceptation pour l'intégralité du legs, de l'autoriser à le moins jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour l'acquisition des services religieux. »

Art. 2. Les biens dépendant desdites *fondations* seront, en conséquence, administrés et vendus comme les autres biens nationaux, nonobstant toute clause, même de réversion, qui serait portée aux actes de *fondation*.

Art. 3. L'Assemblée réserve à la législation d'établir les règles d'après lesquelles il sera statué sur les demandes particulières qui pourraient être formées en conséquence des clauses écrites dans les actes de *fondation*.

Art. 4. Néanmoins, les individus qui jouiraient de quelques parties desdites *fondations*, uniquement à titre de secours pour subvenir à leurs besoins, continueraient d'en jouir personnellement aux termes desdites *fondations*, si les *fondations* faibles dans les paroisses seront, au surplus, exécutées en conformité des précédents décrets.

La confiscation, au profit de l'Etat, des biens provenant des *fondations* ecclésiastiques, des communautés religieuses, fut étendue par le décret du 15 brumaire an II, aux *fondations* qui avaient maintenues les décrets de 1790 et de 1791.

Aux termes des articles 1, 2 et 3 du décret de l'an II, tout l'actif affecté, à quelque titre que ce fut, aux fabriques des églises cathédrales, paroissiales et succursales, ainsi qu'aux églises auxiliaires, devait être déclaré propriété nationale. Les meubles ou immeubles provenant de ces actes furent régis, administrés et vendus comme les autres domaines ou meubles nationaux. La règle du droit d'enregistrement poursuivait la rentrée de toutes les créances qui se trouvaient dans cet actif.

Mais le rétablissement officiel du culte catholique vint abroger les dispositions de la loi de l'an II. C'est ainsi qu'un décret du 22 fructidor an XII porte : « Les biens et revenus rendus aux fabriques par les décrets et XII, qu'ils soient ou non chargés de *fondations* pour messes, obits ou autres services religieux, seront administrés et perçus par les administrateurs desdites fabriques, nommés conformément à l'arrêté du 6 thermidor an XI. Ils payeront aux cures, desservants ou vicaires, selon le règlement du diocèse, les messes, obits ou autres services auxquels les dites *fondations* donnent lieu. »

A ce décret succédait, le 19 juin 1806, un autre décret d'après lequel les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance qui, en vertu de la loi du 4 ventôse an IX et des arrêtés relatifs, avaient été mis en possession de biens nationaux, chargés provisoirement de *fondations* pour quelques services religieux, devaient payer régulièrement la rétribution de ces services, conformément au décret du 22 fructidor an XIII, aux fabriques des églises auxiliaires, excepté les chapelles actuellement desservies dans l'enceinte des maisons particulières, par un chapelain ou desservant, à la seule disposition du propriétaire.

Le décret du 10 février 1791 prescrivait en ces termes la vente des immeubles réels qui étaient affectés à l'acquisition des *fondations* des services religieux :

« Art. 1^{er}. Les immeubles réels affectés à l'acquisition des *fondations* de messes et autres services établis dans les églises paroissiales et succursales seront vendus, dès à présent,

quant, lieu à acceptation de la part des fabriciens. S'agit-il d'une *fondation* véritable, c'est-à-dire permanente, et de services religieux qui ont un objet utile et répétés annuellement, le cas n'est pas douteux. Ainsi que le fait remarquer M. Vuillefroy, une *fondation* de cette nature n'est point une simple charge de la succession dont l'exécution doit être abandonnée à la conscience des héritiers ; mais elle constitue un legs au profit de la fabrique, legs qui ne peut être accepté qu'avec l'autorisation du gouvernement ; la doctrine contraire fournirait des moyens trop faciles d'éviter la nécessité de l'autorisation du gouvernement, puisqu'il suffirait au fondateur de charger tel ou tel individu d'exécuter des dispositions dont le but ne peut être atteint qu'avec cette autorisation. » — Mais si, au contraire, l'acte n'est que celui d'un legs, l'individu qui n'est que le receveur de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 2. Pour tenir lieu aux cures et aux autres églises auxiliaires, sans avoir été pourvus de leurs places à titre perpétuel de bénéfices, et qui administrèrent lesdits biens, de la jouissance qui leur en avait été laissée provisoirement pour l'acquisition desdites *fondations*, il leur sera payé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sur le Trésor public, par les receveurs de district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 3. Quant aux églises, ou lesdits biens étaient administrés par les fabriques, il sera provisoirement payé auxdites fabriques, sur le Trésor public, par le receveur du district, l'intérêt à 4 pour 100, sans retenue, du produit net de la vente, à la charge de l'employer comme l'eût été le revenu desdits biens, savoir aux dépenses du culte et à l'acquisition des *fondations*.

Art. 4. Toutes ventes d'immeubles réels desdites *fondations*, faites jusqu'à présent dans les formes prescrites pour la vente des biens nationaux, sont validées par le présent décret, à charge de l'intérêt à 4 pour 100, payable sur le Trésor public, ainsi qu'il a été ci-dessus dit.

Toutefois, ce décret n'avait pour objet que les *fondations* qui devaient s'acquitter dans les églises paroissiales et succursales, sans s'occuper des *fondations* qui avaient été faites en faveur des communautés religieuses. La loi du 26 septembre 1791 visa ces dernières *fondations*. Il importe d'en reproduire les dispositions.

Art. 1^{er}. Les biens dépendants de *fondations* faites en faveur d'ordres, de corps et de corporations qui n'existent plus dans la constitution française, sont, par un abus coupable, et sans fondement, simple ou réel, l'objet d'une règle générale ; aussi l'administration se réserve-t-elle la faculté d'apprécier la question d'une manière spéciale sur les différents points qui pourraient faire naître quelque doute au sujet de la nature de la disposition.

Toutefois, une règle générale domine la matière, c'est celle-ci : l'administration doit veiller à ce que, par un abus coupable, les *fondations* n'aient pas pour résultat de priver une famille et les héritiers des biens qui leur reviennent légitimement. Un avis du conseil d'Etat, du 24 avril 1835, a su concilier à ce sujet toutes les convenances : « Lorsque l'état d'indigence des héritiers naturels d'un testateur, qui a fait un legs à un établissement ecclésiastique, à charge de services religieux, paraît devoir en motiver le rejet, comme l'intention bien formelle du testateur a été d'obtenir des prières pour le repos de son âme, il est convenable, tout en refusant l'acceptation pour l'intégralité du legs, de l'autoriser à le moins jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour l'acquisition des services religieux